

LEE TIEDRICH

Distinguished Faculty Fellow dans le domaine du droit et de la technologie responsable à la Duke University, membre de l'OCDE et du Partenariat mondial sur l'IA

Daniel Andler, professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, philosophe

Nous écouterons d'abord la professeure Lee Tiedrich.

Lee Tiedrich, Distinguished Faculty Fellow dans le domaine du droit et de la technologie responsable à la Duke University, membre de l'OCDE et du Partenariat mondial sur l'IA

Je vous remercie. J'aimerais aussi remercier les organisateurs de m'avoir conviée. Je dirais d'emblée que j'exerce de nombreuses fonctions. Mais aujourd'hui, je m'exprime en mon nom personnel et non pas au nom du gouvernement des États-Unis ou d'une quelconque institution.

Pour rebondir sur les remarques de certains de mes confrères, j'aimerais revenir sur les problèmes de gouvernance que pose l'IA. Nous pouvons dire que la technologie de l'IA s'est développée si vite que les décideurs politiques du monde entier travaillent actuellement d'arrache-pied pour essayer de se mettre à la page. Ils sont réellement tous en train de plancher sur le sujet. Pour revenir à certains points évoqués par Daniel et François au tout début, en fin de compte, l'IA est une technologie porteuse de tant de potentiel qu'un de nos objectifs est de parvenir à capitaliser sur ses bienfaits pour la société, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan social. Comme vous l'avez dit, les périls et les risques attachés à l'IA sont multiples. La grande difficulté, c'est d'établir des structures capables de diffuser les bienfaits de l'IA tout en atténuant ses risques pour nos sociétés.

C'est une voie qui reste à définir. Cependant, une chose est déjà très claire : il s'agit d'une entreprise mondiale et multidisciplinaire. Mon expertise en ingénierie et en droit fait que je suis absolument persuadée que cette mission devra être multidisciplinaire. Nous avons besoin de lois et de politiques viables, applicables par les gouvernements et les entreprises, et fonctionnelles. La nature interconnectée de notre monde rend cet enjeu mondial. Nous voyons que certaines instances ont déjà pris de l'avance en matière d'approche réglementaire. Je suis sûre que beaucoup d'entre vous sont au courant de la législation européenne sur l'IA, l'une des lois phares adoptées en début d'année, qui comprend un arsenal très complet d'exigences légales. Le Bureau européen de l'IA et le CEN-CENELEC, les organismes européens de normalisation, s'efforcent de mettre en œuvre la loi européenne sur l'IA. La Chine aussi a été très proactive dans son adoption d'une réglementation sur l'IA. D'autres instances, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans de nombreux pays

d'Asie, ont adopté une approche moins réglementaire. Il y a environ un an, le président Biden a signé un décret présidentiel sur l'IA au sens large. Nous attendons de voir ce que le président Trump décidera d'en faire. Vu le besoin d'un certain niveau d'harmonisation, ces deux dernières années, j'ai constaté dans mon travail que les organisations multilatérales jouent un rôle clé pour y parvenir. Mais la situation actuelle est que de nombreux pays auront chacun leurs lois propres, ce qui est leur prérogative. Tout pays a besoin d'adopter des lois qui conviennent à sa culture ou à sa société. Cela dit, nous avons besoin d'un certain degré d'harmonisation.

Pour vous donner quelques exemples de ce que j'ai observé, le G7 a joué un rôle majeur dans le processus d'Hiroshima sur l'IA. Le G7 a adopté certains principes, ainsi qu'un code de conduite. Il travaille actuellement à la mise en place d'un programme de suivi volontaire et collabore très étroitement avec l'OCDE, qui s'exprimera lors du prochain groupe de discussion. Une série de sommets sur la sécurité a également eu lieu, dont celui de Bletchley Park au Royaume-Uni. La Chine y a assisté, de même que les pays occidentaux, ce qui constitue une autre base de collaboration. À travers ce sommet, sous la direction de Yoshua Bengio, un comité scientifique travaille sur un rapport scientifique international sur la sécurité de l'IA avancée, afin d'établir un certain consensus relatif aux aspects scientifiques. Plusieurs pays ont créé des instituts consacrés à la sécurité. Sans surprise, l'ONU est entrée en jeu pour y jouer un rôle conséquent. Par exemple, l'UNESCO a conclu un accord en 2021 à propos de l'IA. Plus récemment, il y a eu le Pacte numérique mondial, qui mène des actions de suivi ; le comité consultatif des Nations unies consacré à l'IA ; ainsi que l'UIT.

Je pense que l'IA est vraiment devenue un enjeu mondial et multidisciplinaire. Pour les entreprises, cela veut également dire qu'elles doivent s'y préparer afin de s'adapter. Je dis toujours que j'ignore à quoi ressemblera le paysage juridique dans un an, mais que je suis seulement certaine qu'il va beaucoup changer. Les entreprises aussi auront grand besoin d'une approche mondiale et multidisciplinaire, et ce, dès la phase de conception, dans le cadre de laquelle elles doivent s'assurer que les concepteurs et ingénieurs consultent les équipes chargées du droit, de l'éthique, de la politique, etc. Cette collaboration devra se faire selon un processus continu, sur tout le cycle de vie du système d'IA.

En ma qualité de membre du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA) de l'OCDE, j'ai notamment étudié les effets de l'IA sur l'environnement. Là encore, les défis et les potentiels sont multiples. Le travail que nous avons accompli dans le cadre du PMIA/OCDE a permis la rédaction de rapports sur la manière dont l'IA peut aider à atténuer certains problèmes climatiques actuels, ainsi que la perte de biodiversité. L'IA peut par exemple servir à améliorer le réseau électrique, à optimiser l'usage des énergies renouvelables, à créer une agriculture intelligente, etc. Ce ne sont pas les bons exemples qui manquent. Pourtant, tous les journaux alertent sur l'énormité des besoins énergétiques des systèmes d'IA. Là encore, la question est de savoir comment optimiser les bénéfices et atténuer les risques et c'est de la science que viendra la solution. Ce dont nous avons besoin, entre autres choses, c'est de meilleures techniques de mesure, afin de mieux évaluer les bienfaits et les répercussions.

Daniel Andler

Merci beaucoup, Lee.